

**DEPARTEMENT DU NORD
COMMUNE DE WAVRIN**

**CONSEIL MUNICIPAL
COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 06 MARS 2025 à 19H00**

Le conseil municipal de Wavrin, convoqué le 27 février 2025, s'est réuni en séance ordinaire ouverte au public le 06 mars 2025 à 19h00 à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain BLONDEAU, Maire.

Monsieur Daniel LORTHOIS, adjoint au Maire, est désigné secrétaire de séance.

Appel des élus.

Etaient présents :

BLONDEAU Alain, PLANCQ Carmen, DUTOIT Jean Michel, LAMBRAY Cécile, LORTHOIS Daniel, CARY Thérèse, EQUINE Philippe, JONVILLE Régine, LESSART Alexandre, VERRIER Michelle, BALZANO Sylvain, DHENNIN Nathalie, HUIZINGA Martine, PIRET Annick, DE WAZIERES Cyril, DURAND Bernard, DUQUESNE Christine, BOURGOIS Vincent, TURPIN Patrice, MATHON Eliane, VANTOUROUT Eric, VANOVERSCHELDE Corinne, PLICHON Philippe, CARDON Jean-Paul.

Formant la majorité des membres en exercice

Etaient excusés :

Geoffrey Pernes, pouvoir Vincent Bourgois
Philippe Delacourt, pouvoir Daniel Lorthois
Séverine Delacourt, pouvoir Carmen Plancq
Muriel Lombart, pouvoir Alain Blondeau

Etaient absents :

Edwige Bay

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

Monsieur le Maire propose de voter le compte rendu relatif au conseil municipal du 05 décembre 2024. Le PV du conseil municipal du 05 décembre 2024 est voté à l'unanimité des présents.

Pour : BLONDEAU Alain, PLANCQ Carmen, DUTOIT Jean Michel, LAMBRAY Cécile, LORTHOIS Daniel, CARY Thérèse, EQUINE Philippe, JONVILLE Régine, LESSART Alexandre, VERRIER Michelle, BALZANO Sylvain, DHENNIN Nathalie, HUIZINGA Martine, PERNES Geoffrey (pouvoir Vincent Bourgois), DELACOURT Philippe (pouvoir Daniel Lorthois), PIRET Annick, DE WAZIERES Cyril, DELACOURT Séverine (pouvoir Carmen Plancq), DURAND Bernard, DUQUESNE Christine, BOURGOIS Vincent, LOMBART Muriel (pouvoir Alain Blondeau), TURPIN Patrice, MATHON Eliane, VANTOUROUT Eric, VANOVERSCHELDE Corinne, PLICHON Philippe, CARDON Jean-Paul.

1-Valorisation de la valeur du chèque déjeuner au 01/04/2025

Monsieur le Maire rappelle que le titre-restaurant est une aide au déjeuner des salariés instaurée par la commune à défaut d'un lieu de restauration collective. Son financement est assuré conjointement par l'employeur et par le salarié bénéficiaire. Il est encadré réglementairement, des limites étant imposées à la participation de l'employeur.

Le montant actuel du chèque déjeuner est de 5.50€, pris en charge à 52% par l'employeur, soit 2.86€/chèque, et à 48% par l'employé, soit 2.64€/chèque. Sa dernière revalorisation remonte au 01/04/2023 (délibération 2023-02-05 : valorisation de la valeur du chèque déjeuner au 01 04 23).

Suite à une demande du Comité Social Territorial, considérant la conjoncture économique, la municipalité propose de revaloriser ces chèques déjeuner à hauteur de 6.00€ l'unité, à compter du 01/04/2025, en augmentant la participation « employeur » à 56%, soit 3.36€ par chèque, pour ne pas augmenter la participation « employé » qui reste à 2.64€/chèque, soit 44%.

Monsieur Plichon, conseiller municipal « Ensemble pour Wavrin » interroge sur l'enveloppe financière annuelle que cette augmentation représente pour la commune. Monsieur le Maire précise que l'effort financier annuel pour la ville, sur la base des 10 470 chèques déjeuner achetés en 2024, est de 5235€.

Le conseil municipal valide à l'unanimité la présente proposition de revalorisation des chèques déjeuner à hauteur de 6.00€ l'unité, à compter du 01/04/2025, selon les modalités présentées.

Pour : BLONDEAU Alain, PLANCQ Carmen, DUTOIT Jean Michel, LAMBRAY Cécile, LORTHOIS Daniel, CARY Thérèse, EQUINE Philippe, JONVILLE Régine, LESSART Alexandre, VERRIER Michelle, BALZANO Sylvain, DHENNIN Nathalie, HUIZINGA Martine, PERNES Geoffrey (pouvoir Vincent Bourgois), DELACOURT Philippe (pouvoir Daniel Lorthois), PIRET Annick, DE WAZIERES Cyril, DELACOURT Séverine (pouvoir Carmen Plancq), DURAND Bernard, DUQUESNE Christine, BOURGOIS Vincent, LOMBART Muriel (pouvoir Alain Blondeau), TURPIN Patrice, MATHON Eliane, VANTOUROUT Eric, VANOVERSCHELDE Corinne, PLICHON Philippe, CARDON Jean-Paul.

2- Le Débat d'Orientations Budgétaires 2025

Monsieur Jean Michel Dutoit, adjoint aux finances, rappelle que le DOB est une étape obligatoire dans le cycle des collectivités de plus de 3500 habitants. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Il s'agit de présenter à l'assemblée un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité et de subventions,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Suite à un premier examen lors de la commission « finances » du 26 février 2025, le conseil municipal doit donc procéder à ce débat.

A-Contexte budgétaire dans l'environnement national et international

Selon Monsieur le Premier Adjoint, cette année 2025, il semble risquer de donner des prévisions économiques au niveau mondial. En effet, l'arrivée de Mr Trump a et aura des conséquences économiques notamment avec la mise en place de fortes hausses des droits de douane. A fin du conflit entre l'Ukraine et la Russie semble annoncée, « et c'est une bonne nouvelle ». Par contre, quelles en seront les conséquences ? Difficile de se prononcer.

Pour la première fois sous la Vème République, l'année 2025 commence sans adoption d'un budget.

L'objectif du déficit 2024 était de 4,3% et on nous a annoncé milieu d'année 2024 que le déficit sera nettement plus important.

Cette information pose questions. Est-ce que Bercy a anticipé ce dérapage dès le début de l'année ou a découvert cela brutalement ? Nous aurons tendance à croire la première hypothèse avec comme conséquence un manque de transparence et surtout une absence de réaction et de mesures correctives. La dissolution est peut-être liée à cela.

Au final le déficit est de 6,4%.

La loi de finances du 14 février prévoit pour 2025 un déficit à 5,4% et de 3% à horizon 2029.

De nombreux spécialistes ont des doutes sur ces objectifs.

L'instabilité politique mine l'activité économique, on le voit depuis de l'année : de nombreux dépôts de bilan et une dégradation des investissements.

Le taux de chômage de 7,4% fin 2024 repartira à la hausse en 2025 pour atteindre 7,8%

La prévision de croissance de 0.9% est donc ambitieuse.

Hier soir, le Président nous annonce une hausse sensible du budget défense ; on peut en conclure que les prévisions que nous venons de voir sont fortement compromises, et on peut s'attendre à la rentrée de septembre à des mesures budgétaires assez radicales ; d'autres suivront en 2026.

Pourtant, le Président a annoncé pas de hausse d'impôt, autrement dit il y aura forte réduction de dépenses, nous verrons bien.

Début d'année, le premier ministre nous a fait peur en annonçant le régime de retraite très déficitaire remettant en cause les prévisions du Conseil d'Orientation des Retraites (COR).

Le rapport de la cour des comptes confirme le diagnostic du COR.

Donc la situation est moins grave et moins urgente que celle annoncée par Mr Bayrou.

Certes, elle demande de ajustements pour éviter une dégradation progressive ; les consultations entre les partenaires sociaux a démarré fin février.

Les bases locatives augmenteront de 1,7% en 2025 ; l'année dernière la hausse a été de 3,9%.

B- Loi de Finances pour 2025

Les principales mesures concernant les collectivités :

- La contribution globale demandée aux collectivités territoriales est estimée à 5,5 milliards d'euros dont 2 pour les communes.
- Baisse drastique du fonds vert : 2,5 milliards en 2024 pour 1,15 milliards 2025.
- Maintien de l'enveloppe DETR.
- Baisse de 150 millions de la DSIL pour abonder du même montant la DGF.
- Augmentation des cotisations à la CNRACL.

Le déficit de cette caisse passe de 2,5 milliards 2023 à 3,8 milliards en 2024. Il est prévu à 10 milliards en 2030 si les choses restent en l'état

Le décret du 30 janvier 2025 met en œuvre une hausse de trois points par an pendant quatre ans de la cotisation employeurs à la CNRACL, qui passera ainsi de 31,65% en 2024 à 43.65% en 2028, soit une hausse cumulée de 12 points.

Il convient d'ajouter au 1^{er} janvier 2025 la hausse de 1 point du taux de cotisation d'assurance maladie des employeurs territoriaux.

C- Rétrospective 2014-2024

Le budget d'une commune comprend deux parties : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

La section de fonctionnement regroupe :

- Toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la commune, essentiellement les charges à caractère général et de personnel.
- Toutes les recettes composées principalement des dotations de l'état et des impôts locaux.

La section d'investissement regroupe :

- Les dépenses pour le remboursement de la dette et les travaux de la commune.
- Les recettes que sont les subventions, les emprunts et surtout l'excédent de la section de fonctionnement.

Les données suivantes n'ont pas été validées avec la trésorerie, même si elles peuvent être considérées comme exactes ; une certaine prudence est donc de mise jusqu'à la validation du compte administratif.

➔ La section de fonctionnement

Retrospective financière de la		19/02/2025	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	atterrissage 2024
Dépenses de Gestion (a)			5 056 123	4 884 124	4 719 997	4 493 153	4 292 276	4 230 351	4 237 584	4 117 445	4 520 186	4 761 760	4 853 294
011	Charges à caractère général		1 731 396	1 728 243	1 557 485	1 389 891	1 381 629	1 340 016	1 379 539	1 444 484	1 601 025	1 826 075	1 790 768
012	Charges de personnel		2 800 639	2 697 998	2 699 697	2 655 254	2 499 448	2 447 992	2 377 767	2 409 735	2 535 551	2 585 667	2 621 963
65	Participations, Subventions et inden		513 345	423 861	437 655	414 941	411 300	442 343	480 277	263 226	381 536	348 906	
014	Reversement de fiscalité (part syndi		10 743	34 023	25 159	33 068		0			2 074	1 113	3 589
Produits de Gestion (b)			5 812 619	5 896 094	5 830 154	5 905 827	5 937 003	5 907 966	5 903 391	6 062 316	6 540 116	6 875 962	6 967 031
70	Produits de Gestion du domaine et d		408 826	435 832	393 982	402 645	400 496	426 832	248 764	321 207	366 576	426 311	458 821
73	Impôts et taxes		3 438 241	3 585 708	3 697 964	3 747 652	3 816 377	3 844 052	3 882 346	3 980 248	4 200 079	4 214 173	
74	Dotations et subventions										2 092 736		2 190 836
75	Autres produits de gestion		77 405	68 999	65 817	65 325	88 368	56 292	65 212	63 904	89 497	87 343	103 195
013	Atténuation de charges (rembourse		28 865	26 363	31 890	3 691	6 981	6 472	5 755	4 154	11 060	2 551	206
Epargne de Gestion (c) = (b)-(a)			756 497	1 011 971	1 110 157	1 412 673	1 644 727	1 677 615	1 665 808	1 944 871	2 019 931	2 114 202	2 113 737
66 - Charges financières (d)			0	0	0	0	20 524	80 599	76 172	74 273	94 812	98 000	100 014
67 - Charges exceptionnelles (e)			84 469	2 998	2 723	3 510	10 334	2 584	5 148	2 764	4 443	2 747	400 192
68 - Provisions pour risques et charges (f)			4 000		300 000				0			532	60,48
76 - Produits financiers (part sociales caisse d'epargne) (g)			15 103	11 894	11 013	11 327	9 440	0	0				
77 - Produits exceptionnels hors cessions (h)			4 126	167 467	28 047	13 077	10 611	6 385	7 707	8 085	169 217	422 684	
7788	autres produits divers		4 126	159 456	23 147	13 077	7 609	5 866	4 563		165 571		
7711	débit et pénalité reçu (suite à procès		0	5 613	4 900		2 801	530	0		3 015		
7714	Recouvrement sur créances admises en non vale			21					0				
7718	autres produits exceptionnels sur opérations de			982			0		0				
773	mandats annulés exercices antérieurs			1 394			201	3 144			631		
Epargne Brute (i) = (c) -(d)-(e)-(f)+(g)+(h)			687 256	1 188 333	846 494	1 433 569	1 633 919	1 600 817	1 592 196	1 875 919	2 089 893	2 435 608	1 613 471
6811- Transfert de section automatique: Amortissements			182 327	188 470	195 396	196 705	212 861	205 507	177 597	164 569	196 208	193 263	193 687
78-Reprise sur provisions pour risques et charges (t)					300 000		0		10 000				
040 - Opérations patrimoniales (k)=(n)+(o)+(p)-(l)-(m)			18 934	0	0	0	0	0	0				
675 Valeur des immobilisations cédés (l)			2 646	456 529	226 430	28 537	629 368	533 411				187 213	877 160
676 + valeurs de cessions (m)			298 354	814 409		64 263	5 532	23 989	10 900	700		25 405	1 301
776 - valeurs de cessions (n)				55 021	37 430								
722 travaux en régie (o)			18 934										
775 Produits des cessions (p)			301 000	1 215 918	189 000	92 800	634 900	557 400	10 900	700		212 618	878 461
002 - reprise de résultat								3 576					
Résultat de l'exercice (q) = (i)-(j)-(k)+(t)			523 863	999 863	951 098	1 236 864	1 421 057	1 398 886	1 424 599	1 710 650	1 893 686	2 242 344	1 419 784
002 - Résultat reporté de N-1 (r)			1 837 737	1 774 014	2 061 731	2 940 670	2 749 460	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 145	3 490 971	2 467 258
023 - Dotation en fond propre basé sur les besoins investi			587 587	712 146	72 160	1 428 074	1 670 896	2 297 004	1 447 448	967 157	724 860	3 266 057	2 467 258
002 - Excédent de fonctionnement à inscrire au BP = (r) -(s)			1 250 150	1 061 868	1 989 572	1 512 596	1 078 564	202 617	154 054	611 495	1 597 286	224 914	0
Résultat total (q)+(r)-(s)			1 774 013	2 061 731	2 940 670	2 749 460	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 145	3 490 971	2 467 258	1 419 784
			4 359 052										

Les dépenses de gestion ont progressé de 91 000 euros par rapport à 2023 :

- Charges à caractère général : - 35 000 euros suite essentiellement à une baisse du tarif du gaz et de l'électricité
- Charges de personnel : + 36 000 euros dont 10 000 euros pour les élections législatives.
- Participation, subventions : + 88 000 euros dont 60 000 euros pour l'assainissement de l'Athénium et 7 500 euros pour l'association Concorde, titulaire du marché public de service pour l'organisation des séjours de neige, en vue de compenser le manque de participants au séjour 2024.

Les recettes de gestion ont progressé de 91 000 euros par rapport à 2023.

- Produits de gestion du domaine et des services : + 32 000 euros essentiellement suite à une augmentation de la fréquentation des services périscolaires (cantine, garderie, halte-garderie, ACM, séjours) et la hausse des tarifs de la restauration scolaire à partir de septembre.
- Impôts et taxes : + 13 000 euros ; hausse de 127 000€ des impôts locaux mais baisse de 81 000€ des droits de mutation et de 45 000€ sur la taxe de consommation finale de l'électricité.
- Dotations et subventions : + 31 000 euros ; hausse de 40 000 euros sur la compensation des exonérations de la taxe foncière, hausse de 42 000 euros des dotations, baisse de 29 000 euros des participations d'Etat (décalage d'une recette de l'ASP).

En 2023, ont été imputés en produits exceptionnels 422 684 euros dont 399 520 euros représentant une soulte payée par la MEL. Cette soulte est le solde positif des échanges de terrain entre la MEL et la commune dans le cadre du projet centre-ville. Elle a été payée en décembre 2022 et aurait dû faire l'objet de cessions et de recettes dans la section d'investissement.

Il a été compliqué avec la trésorerie de nous accorder sur l'identification des parcelles dans l'inventaire. Aussi, pour boucler l'exercice 2023, il a été décidé d'imputer la soulte en produits exceptionnels et de corriger les écritures en 2024.

A cet effet, les 399 520 euros de soulte se retrouvent dans les 400 192 euros de charges exceptionnelles.

L'épargne de gestion passe de 2 114 202 euros à 2 113 737 euros.

Par contre, l'épargne de gestion brute passe 2 435 608 euros à 1 613 471 euros. En tenant compte des écritures liées à la soulte, elle passe de 2 036 088 euros à 2 012 991 euros.

En conclusion, les résultats de la section de fonctionnement d'une part sont stables et conformes aux objectifs et d'autre part démontrent la maîtrise de la gestion financière.

→ La section d'investissement

Le montant des dépenses de 2024 s'élève à 5 037 843.97 euros.

La synthèse figure sur les tableaux ci-dessous avec les reports en dépenses.

Le report est de 410 510,73 euros.

Le détail a été commenté en commission finances.

 REPORT DES INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE 2024 SUR 2025 SYNTHESE									
Nature	REPORT N-1	BP 2024	DBM+BS+VC	Ensemble	ENGAGE	Réalisé	DISPONIBLE	RAR	REPORT
1641	0,00	857 429,18	0,00	857 429,18	0,00	857 429,18	0,00	0,00	0,00
TOTAL 16	0,00	857 429,18	0,00	857 429,18	0,00	857 429,18	0,00	0,00	0,00
2031	56 790,20 €	10 000,00	-2 375,86	64 414,34	2 148,00	24 864,00	37 402,34	39 550,34	2 200,00
2051	292,80	585,60	0,00	878,40	0,00	3 254,26	-2 375,86	-2 375,86	0,00
TOTAL 20	57 083,00	10 585,60	-2 375,86	65 292,74	2 148,00	28 118,26	35 026,48	37 174,48	2 200,00
2112	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 892,00	-2 892,00	-2 892,00	0,00
2115	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 739,68	-4 739,68	-4 739,68	0,00
21311	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00	-2 520,00	-2 520,00	0,00
21316	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	9 060,00	940,00	940,00	0,00
21318	7 735,20	14 531,00	0,00	22 266,20	10 941,60	1 742,89	11 324,60	22 266,20	10 941,60
21351	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 451,86	-50 451,86	-50 451,86	0,00
2152	0,00	3 100,00	0,00	3 100,00	0,00	2 093,65	1 006,35	1 006,35	0,00
21534	0,00	41 432,80	0,00	41 432,80	35 951,95	4 940,58	540,27	36 492,22	35 951,95
2181	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	1 354,80	8 645,20	8 645,20	0,00
21828	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 257,60	-39 257,60	-39 257,60	0,00
21838	1 133,38	9 835,93	0,00	10 969,31	0,00	10 292,65	676,66	676,66	0,00
21848	0,00	514,21	0,00	514,21	0,00	1 413,19	-898,98	-898,98	0,00
2128	33 024,00	25 000,00	0,00	58 024,00	0,00	6 414,91	-6 414,91	-6 414,91	0,00
21568	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 693,73	-1 693,73	-1 693,73	0,00
2158	0,00	17 100,00	0,00	17 100,00	1 560,00	16 750,47	-1 210,47	-1 210,47	0,00
21841	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 016,05	-4 016,05	-4 016,05	0,00
2185	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303,60	-303,60	-303,60	0,00
2188	31 331,36	115 129,85	0,00	146 461,21	12 620,94	27 869,52	105 970,75	118 591,69	15 620,94
TOTAL 21	73 223,94	246 643,79	0,00	319 867,73	61 074,49	177 655,50	14 704,95	75 779,44	62 514,49
TOTAL 910	16 047,60	0,00	0,00	16 047,60	3 209,52	12 838,08	0,00	3 209,52	3 209,52
TOTAL 911	15 564,00	640 000,00	0,00	655 564,00	3 855,64	142 063,26	509 645,10	513 500,74	178 855,64
TOTAL 915	1 152 601,47	175 000,00	277 640,00	1 605 241,47	5 277,24	1 377 366,57	222 597,66	227 874,90	3 947,64
TOTAL 916	187 580,12	0,00	39 485,95	227 066,07	59 136,00	165 862,05	2 068,02	61 204,02	59 136,00
TOTAL 917	138 100,00	1 567 099,50	-317 125,95	1 388 073,55	58 370,80	383 063,17	946 639,58	1 005 010,38	58 370,80
TOTAL 918	550 000,00	1 550 000,00	-3 310,81	2 096 689,19	35 680,20	1 893 447,90	170 871,90	206 552,10	42 276,64
	2 190 200,13	5 046 758,07	-5 686,67	7 231 271,53	228 751,89	5 037 843,97	1 901 553,69	2 130 305,58	410 510,73

D- Les orientations budgétaires pour les années à venir

Les orientations des années futures veulent être au plus près des réalités compte tenu de nos connaissances à ce jour.

➔ La section de fonctionnement

Les dépenses :

- Chapitre 011 :

En 2025, les tarifs de l'énergie continueront globalement à baisser.

Par contre, celui de l'éclairage public subira une hausse de 29% qui se traduira par une augmentation de 18 % de la facture.

Mais les contrats C4 et C5 (électricité pour les bâtiments représentant 76% de la facture globale) connaîtront une baisse de 30% sur la facturation.

Pour le gaz, baisse d'environ 28% sur le tarif consommation qui représente 60% de la facture totale.

Pour les années 2025 et 2026, une hausse limitée de l'énergie a été prise comme hypothèse.

Pas de forte hausse attendue dans les autres secteurs.

- Chapitre 012 :

L'augmentation des cotisations patronales et du taux de l'assurance maladie coûtera 36 000 euros de charge supplémentaires.

Pour la médiathèque, qui ouvrira au printemps 2027, le recrutement d'effectifs sera fonction du planning qui sera arrêté en septembre 2025.

De fait, une hausse sensible de ce chapitre a été prévue dès cette année.

Les recettes :

Les recettes seront globalement stables les prochaines années.

Retrospective financière de la		19/02/2025										CA	atterrissage	dob	DOB	DOB
		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	CA	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses de Gestion (a)		5 056 123	4 884 124	4 719 997	4 493 153	4 292 276	4 230 351	4 237 584	4 117 445	4 520 186	4 761 760	4 853 294	5 203 600	5 400 000	5 610 000	
011	Charges à caractère général	1 731 396	1 728 243	1 557 485	1 389 891	1 381 629	1 340 016	1 379 539	1 444 484	1 601 025	1 826 075	1 790 768	2 000 000	2 100 000	2 200 000	
012	Charges de personnel	2 800 639	2 697 998	2 699 697	2 655 254	2 499 448	2 447 992	2 377 767	2 409 735	2 535 551	2 585 667	2 621 963	2 800 000	2 850 000	2 950 000	
014	Participations, Subventions et indemnités	513 345	423 861	437 655	414 941	411 200	442 343	480 277	263 226	381 536	348 906	436 975	400 000	450 000	460 000	
015	Reversement de fiscalité (part syndi)	10 743	34 023	25 159	33 068		0			2 074	1 113	3 589	3 600			
Produits de Gestion (b)		5 812 619	5 896 094	5 830 154	5 905 827	5 937 003	5 907 966	5 903 391	6 062 316	6 540 116	6 875 962	6 967 031	7 107 193	7 171 964	7 260 152	
70	Produits de Gestion du domaine et d'impôts et taxes	408 826	435 832	393 982	402 645	400 406	426 832	248 764	321 207	366 576	426 311	488 821	541 604	550 000	560 000	
73	Dotations et subventions	3 438 241	3 585 708	3 697 964	3 747 652	3 816 377	3 844 052	3 882 346	3 890 823	3 980 248	4 200 079	4 214 173	4 291 693	4 377 068	4 446 256	
74	Autres produits de gestion	1 859 282	1 779 193	1 640 501	1 686 514	1 624 781	1 574 318	1 701 314	1 782 228	2 092 736	2 159 679	2 190 836	2 181 896	2 152 896	2 161 896	
75	Atténuation de charges (remboursement)	77 405	68 999	65 817	65 325	88 368	56 292	65 212	63 904	89 497	87 343	103 195	92 000	92 000	92 000	
013		28 865	26 363	31 890	3 691	6 981	6 472	5 755	4 154	11 060	2 551	006				
Epargne de Gestion (c) = (b)-(a)		756 497	1 011 971	1 110 157	1 412 673	1 644 727	1 677 615	1 665 808	1 944 871	2 019 931	2 114 202	2 113 737	1 903 593	1 771 964	1 650 152	
66- Charges financières (d)		0	0	0	0	20 524	80 599	76 172	74 273	94 812	98 000	100 014	95 366	87 249	78 643	
67- Charges exceptionnelles (e)		84 469	2 998	2 723	3 510	10 334	2 584	5 148	2 764	4 443	2 747	400 192	6 000	6 000	6 000	
68- Provisions pour risques et charges (f)		4 000	300 000	300 000	0	0	0	0	0	0	532	60,48	360			
76- Produits financiers (part sociales caisse d'épargne) (g)		15 103	11 894	11 013	11 327	9 440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
77- Produits exceptionnels hors cessions (h)		4 126	167 467	28 047	13 077	10 611	6 385	7 707	8 085	169 217	422 684					
7788	autres produits divers	4 126	159 456	23 147	13 077	7 809	5 866	4 563		165 571						
7711	débit et pénalité reçu (suite à procès)	0	3 613	4 900		2 801	520	0		3 015						
7714	Recouvrement sur créances admises en non valem		21													
7718	autres produits exceptionnels sur opérations de mandats annulés exercices antérieurs		982													
773			1 394			201		3 144		631						
Epargne Brute (i) = (c)-(d)-(e)-(f)+(g)+(h)		687 256	1 188 333	846 494	1 433 569	1 633 919	1 600 817	1 592 196	1 875 919	2 089 893	2 435 608	1 613 471	1 801 867	1 678 715	1 565 509	
6811- Transfert de section automatique: Amortissements		182 327	188 470	195 396	196 705	212 861	205 507	177 597	164 569	196 208	193 263	193 487	225 000	177 600	177 600	
78-Reprise sur provisions pour risques et charges (t)		0	0	300 000	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	
040- Opérations patrimoniales (k)=(n)+(o)+(p)-(l)-(m)		18 934	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
675	Valeur des immobilisations cédés (l)	2 646	456 529	226 430	28 537	629 368	533 411				187 213	877 160				
676	+ valeurs de cessions (m)	298 354	814 409	64 263	5 532	23 989	10 900	700			25 405	1 301				
776- valeurs de cessions (n)		18 934	55 021	37 430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
722-travaux en régie (o)		18 934	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
775	Produits des cessions (p)	301 000	1 215 918	189 000	92 800	634 900	557 400	10 900	700		212 618	878 461				
002- reprise de résultat		0	0	0	0	0	3 576	0	0	0	0	0	0	0	0	
Résultat de l'exercice (q) = (i)-(j)-(k)+(t)		523 863	999 863	951 098	1 236 864	1 421 057	1 398 886	1 424 599	1 710 650	1 893 686	2 242 344	1 419 784	1 576 867	1 501 115	1 387 909	
002- Résultat reporté de N-1(r)		1 837 737	1 774 014	2 061 731	2 940 670	2 749 460	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 145	3 490 971	2 467 258	1 419 844	1 986 722	1 501 115	
023- Dotation en fonds propre basé sur les besoins invest		587 587	712 146	72 160	1 428 074	1 670 896	2 297 004	1 447 446	967 157	724 860	3 266 057	2 467 258	1 009 989	1 986 722	1 501 115	
002- Excédent de fonctionnement à inscrire au BP = (r)-(t)		1 250 150	1 061 868	1 989 572	1 512 596	1 078 564	202 617	154 054	611 495	1 597 286	224 914	0	409 855	0	0	
Résultat total (q)+(r)-(s)		1 774 013	2 061 731	2 940 670	2 749 460	2 499 621	1 601 502	1 578 653	2 322 145	3 490 971	2 467 258	1 419 784	1 986 722	1 501 115	1 387 909	

En synthèse, l'épargne de gestion se maintiendra pour les prochaines années à un bon niveau : 1 800 000 euros en 2025, 1 678 000 euros en 2026, 1 565 000 euros en 2027.

Le détail de l'évolution des dépenses et des recettes a été examiné en commission finances

➔ Plan pluriannuel d'Investissements

La prospective montre que la commune est toujours en capacité de réaliser les projets annoncés.

PPI							
20/02/2025							
	RAR 2024	BP 2025	2025	2026	2027	CA cumul	CA +BP
Dépenses							
20	2 200	0	2 200	0			
21	62 514	548 997	611 511	381 517	614 987		
910 éclairage public	3 210	5 000	8 210	0			
911 rénovation bâtiment	178 856	313 465	492 321	100 000	300 000	147 823	640 144
915 centre-ville	3 948	495 890	499 838	336 000	336 000		
916 groupe sportif	59 136	34 000	93 136	0			
917 médiathèque	58 371	3 654 627	3 712 998	2 200 000	700 000	383 063	6 996 061
918 plaine de jeu	42 277	223 560	265 836	0	0	2 086 386	2 352 222
16 emprunt		857 429	857 429	857 429	857 429		
	599 478		599 478	1 986 722	1 501 115		
total	1 009 989	6 132 968	7 142 957	5 861 669	4 309 531		
	410 510,73						
recettes							
13 subvention		1 844 763	1 844 763	769 169	390 000		
21 virement fonctionnement		1 986 722	1 986 722	1 501 115	1 387 909		
040 amortissement		225 000	225 000	177 600	177 600		
10 dotation		1 043 502	1 043 502	627 062	852 907		
024 cession		1 032 980	1 032 980	800 000			
				0			
				0			
report*	0		0	0			
1068*	1 009 989		1 009 989	1 986 722	1 501 115		
total	1 009 989	6 132 968	7 142 957	5 861 669	4 309 531		

Recettes :

Année 2025 :

Chapitre 13 subvention : 1 844 763 euros :

- DRAC 700 000 euros (déjà notifiés pour la médiathèque)
- Département : 75 000 euros solde de subvention pour la plaine de jeux
- Département : 210 000 euros pour la médiathèque
- Région : 50 000 euros pour la plaine de jeux
- MEL : 700 000 euros pour la médiathèque
- MEL : 77 863 euros solde plaine de jeux
- MEL : 31 900 pour le revêtement de la salle Amandine Henri

Chapitre 21 : virement de la section financement

Il s'agit du besoin de financement prévisionnel de la section d'investissement qui est donc enlevé de l'excédent 2024 de la section de fonctionnement (dernière ligne du tableau rétrospective)

Chapitre 040 amortissement : pour rappel depuis 2024 avec la maquette budgétaire M57, il se calcule au prorata temporis.

Chapitre 10 dotation : récupération de la TVA sur les investissements année N-2.

Chapitre 24 cession de terrains : 1 032 980 euros :

- Résidence des parcs : 159 200 euros
- Terrain des personnes dépendantes : 100 000 euros
- Presbytère : 230 000 euros
- Béguinage : 522 000 euros
- Sentier de Don : 21 780 euros

Chapitre 1068 : 1 009 989 euros : montant prélevé sur le résultat de fonctionnement 2024 pour financer le résultat à la clôture de la section d'investissement plus les reports.

Année 2026

Chapitre 13 subvention 769 169 € (DRAC)

Chapitre 24 cession : 800 000 euros

- Ateliers techniques : 700 000 euros
- Cellules des Roseaux : 100 000 euros

Année 2027

Chapitre 13 subvention : 390 000 euros

MEL Médiathèque : 300 000 euros

Département : 90 000 euros.

Dépenses :

-Reste à Réaliser 2024 : le détail a été vu en commission finances.

2025 :

- Programme 910 : 5 000 € logiciel de gestion de l'éclairage public
- Programme 911 : 313 465 € pour finir le chantier de la salle Carnot futurs services techniques.
- Programme 915 : participation de 495 890 € pour la voirie et l'aménagement du parc urbain du centre-ville.
- Programme 916 : 34 000€ réaménagement de l'éclairage de la salle Amandine Henry.
- Programme 917 : 3 654 627€ pour la médiathèque dont le chantier démarrera fin d'année. C'est un budget prévisionnel qui sera surtout consommé en 2026.
- Programme 918 : 223 560€ pour terminer la plaine de jeux.
- Chapitre 20 et 21 : 548 997€, le détail sera présenté lors du budget primitif.
- Chapitre 16 : 857 429€ remboursement de l'emprunt.

2026 :

- Programme 911 : 100 000 euros pour le pivotement du monument aux morts place Pasteur ; cette opération s'inscrit dans le projet du réaménagement de la place.
- Programme 915 : 336 000 euros pour le réaménagement du centre-ville.
- Programme 917 : 2 200 000 euros pour la médiathèque.
- Chapitre 20 et 21 : 381 517 euros disponibles.

2027 :

- chapitre 911 : 300 000 euros pour la rénovation du Moulin.
- chapitre 915 : 336 000 euros pour le réaménagement du centre-ville.
- programme 917 : 700 000 euros pour la médiathèque.
- chapitres 20 et 21 : 614 987 euros

Dans ce PPI, il est prévu au total 6 996 061 euros pour la médiathèque, alors que le budget est à ce jour de 6 500 000 euros. Il sera finalisé précisément en avril suite à attribution du marché public de travaux.

→ Dette

En l'absence de nouvel emprunt en 2024, le tableau d'amortissement est le même que l'année précédente. Evidemment l'endettement diminue.

La capacité de désendettement est de 4 années.

Le taux préconisé à ne pas dépasser est de 12 ans

Prêts en cours:		Montant	Taux d'intérêt													
Agence France Locale		7 000 000	1,18%													
CAF		150 000	0,00%													
Agence France Locale		2 000 000	0,20%													
La Poste		3 500 000	1,29%													
		AFL 709	CAF	AFL 1176	La Poste	total	AFL 709	CAF	AFL 1176	La Poste	Total	AFL 709	CAF	AFL 1176	La poste	Total
Période	Année	Capital restant dû	Capital restant dû	Capital restant dû	Capital restant dû	Capital restant dû	Capital remboursé	Capital remboursé	Capital remboursé	Capital remboursé	Capital remboursé	Intérêts	Intérêts	Intérêts	Intérêts	Intérêts
	2017	0	0				0	0			0	0	0			0
1	2018	7 000 000		2 000 000,00		9 000 000	116 667				116 667	18 278	0			18 278
2	2019	6 883 333		1 950 000		8 833 333	466 667			50 000	516 667	79 912	0	511		80 423
3	2020	6 416 667	150 000	1 750 000		8 316 667	466 667			200 000	666 667	74 771	0	3 823		78 594
4	2021	5 950 000	150 000	1 550 000		7 650 000	466 667	15 000		200 000	681 667	68 610	0	3 388		71 998
5	2022	5 483 333	135 000	1 350 000	3 500 000	10 468 333	466 667	15 000		200 000	87 500	769 167	63 237	0	2 991	24 942
6	2023	5 016 667	120 000	1 150 000	3 412 500	9 699 167	466 667	15 000		200 000	175 000	856 667	57 674	0	2 585	43 175
7	2024	4 550 000	105 000	950 000	3 237 500	8 842 500	466 667	15 000		200 000	175 000	856 667	52 263	0	2 186	40 917
8	2025	4 083 333	90 000	750 000	3 062 500	7 985 833	466 667	15 000		200 000	175 000	856 667	46 806	0	1 783	38 660
9	2026	3 616 667	75 000	550 000	2 887 500	7 129 167	466 667	15 000		200 000	175 000	856 667	40 877	0	1 364	36 402
10	2027	3 150 000	60 000	350 000	2 712 500	6 272 500	466 667	15 000		200 000	175 000	856 667	35 345	0	961	34 145
11	2028	2 683 333	45 000	150 000	2 537 500	5 415 833	466 667	15 000		200 000	175 000	856 667	29 964	0	559	31 887
12	2029	2 216 667	30 000	0	2 362 500	4 609 167	466 667	15 000		150 000	175 000	806 667	24 317	0	152	29 630
13	2030	1 750 000	15 000		2 187 500	3 952 500	466 667	15 000			175 000	656 667	18 758	0	0	27 372
14	2031	1 283 333			2 012 500	3 295 833	466 667				175 000	641 667	13 267	0		25 115
15	2032	816 666			1 837 500	2 654 166	466 667				175 000	641 667	7 623	0		22 857
16	2033	350 000			1 662 500	2 012 500	350 000				175 000	525 000	2 083	0		20 600
17	2034				1 487 500	1 487 500					175 000	175 000				18 342
18	2035				1 312 500	1 312 500					175 000	175 000				16 085
19	2036				1 137 500	1 137 500					175 000	175 000				13 827
20	2037				962 500	962 500					175 000	175 000				11 570
21	2038				787 500	787 500					175 000	175 000				9 312
22	2039				612 500	612 500					175 000	175 000				7 055
23	2040				437 500	437 500					175 000	175 000				4 797
24	2041				262 500	262 500					175 000	175 000				2 540
25	2042				87 500	87 500					87 500	87 500				423
							7 000 000	150 000	2 000 000	3 500 000	12 650 000	633 786	0	20 303	459 652	654 088

➔ Conclusion

Nos résultats sont conformes depuis des années, voire supérieurs à nos prévisions.

Pour le citoyen, pour qui il est difficile d'apprécier la situation financière de sa commune tant il existe de ratios, la Caf (capacité d'autofinancement financière) brute et nette nous parait l'indicateur le plus significatif et synthétique.

La Caf brute est ce qui reste avant remboursement du capital de l'emprunt.

La CAF nette est ce qui reste quand tout est payé.

Malgré de fortes hausses de dépenses de fonctionnement ces dernières années, la CAF nette demeure à un niveau tout à fait confortable, supérieur à celui des communes voisines : 148 euros par habitant.

Ce taux fait suite à 151€/hab en 2023, la moyenne nationale pour la strate des villes 5000 à 10 000 habitants étant de 129€/hab. Il reste donc supérieur à la moyenne nationale.

Les résultats de notre commune ont été corrigés pour 2024 et 2025 afin de tenir compte de la recette exceptionnelle de 2024 passée en dépense exceptionnelle en 2025.

Les chiffres officiels sont :

2024 : Caf brute 313

Caf nette : 203

2025 : Caf brute : 206

Caf nette : 97

La modification ne modifie en rien la somme des résultats 2024 et 2025 ; elle permet de lire des situations comparables.

Autre remarque : par rapport à d'autres communes, nous pouvons constater que nos résultats sont réguliers chaque année, ce qui démontre une gestion financière maîtrisée.

Nous pouvons donc continuer avec sérénité à réaliser nos projets tout en conservant des ressources suffisantes pour les services consacrés notamment à la jeunesse, aux aînés et au monde associatif.

	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N	caf B	caf N
ville	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
annoeullin	114	51	153	88	171	102	165	105	187	122	46	-24	147	73		
allesnes les marais					70	38	152	117	150	116	15	-29	163	116		
Beaucamp	130	130	160	160	132	132	61	61	126	126	162	162	215	215		
don	14	-47	45	-10	4	-43	71	3	-36	-75	44	6	4	-33		
emmerin	30	1	64	34	29	-4	50	-168	28	-466	0	-38	135	96		
fournes	138	68	102	8	109	50	154	115	115	75	158	117	205	37		
gondecourt	65	37	76	35	49	8	40	-1	65	31	135	103	178	146		
Hallennes les Haubour	71	-5	133	-34	127	48	155	95	141	105	156	127	167	137		
haubourdin	163	99	117	53	149	83	114	38	166	80	118	-16	173	95		
houplin	20	-14	72	37	15	-21	93	53	91	51	230	190	263	197		
sainghin We	107	100	107	99	111	103	95	53	144	101	98	-109	158	114		
salomé	180	112	200	129	145	71	176	98	137	55	174	87	43	-59		
Santes	66	13	153	77	104	41	90	33	131	85	115	59	74	18		
seclin	67	38	59	31	101	71	95	-39	120	90	77	55	132	101		
wattignies	124	97	118	80	83	40	101	65	112	75	49	12	87	50		
wavrin	185	185	212	196	208	141	206	120	241	153	267	169	261	151	257	148
strate							201	117	210	128	203	122	210	129		

Enfin, conformément au souhait de l'équipe municipale, le taux des impôts locaux ne sera pas modifié. Il est actuellement de 40,91% sur le bâti et de 51,61% sur le non bâti.

Monsieur le Maire justifie l'infériorité du prix de vente des terrains du béguinage et de la maison des personnes dépendantes au regard de leurs prix d'achat par la commune à la MEL, compte tenu du caractère d'intérêt général de ces 2 projets ; cet écart de prix garantit la viabilité financière des projets.

Suite à la commission « finances » du 26 février 2025, le conseil municipal est invité à commenter le présent DOB 2025. La présentation du DOB n'amène ni remarque, ni question de la part des membres du conseil municipal. Le débat est clos.

Informations diverses

Information de M le Maire relative à la demande d'une subvention financière auprès du Département du Nord au titre des Projets Territoriaux Structurants 2025

Monsieur le Maire annonce avoir déposé une demande de subvention pour la construction du centre culturel au titre du dispositif des Projets Territoriaux Structurants 2025 proposé par le Département du Nord. Le montant sollicité par la commune est de 1 300 000€.

En complément de celles adressées à la DRAC, au Département du Nord et à la MEL, d'autres demandes de subventions seront déposées dans les semaines à venir, notamment auprès de l'Agence de l'Eau.

L'ordre du jour étant clos, la séance se termine à 19h32.

Le Maire,
Alain Blondeau

Le Secrétaire de séance,
Daniel Lorthois